

## Histoire

### Thème II – Idéologies et opinions en Europe et en France de la fin du XIXe siècle à nos jours

#### Séquence 2 – Médias et opinion publique dans les grandes crises politiques en France depuis l'affaire Dreyfus

Le **principe même de la démocratie**, quelle que soit sa forme, parlementaire ou présidentielle, repose sur le **suffrage universel**, **gage de l'expression de tout un peuple** qui accorde un mandat à ses dirigeants. La **diversité des opinions** qui sont exprimées à travers le suffrage **reflète l'opinion publique générale**. Mais les citoyens qui concourent ainsi collectivement **doivent être éclairés** afin de pouvoir faire leur choix en toute conscience. C'est dans ce choix que les médias interviennent. **Le terme « médias » désigne l'ensemble des dispositifs et des supports mettant en relation des individus dispersés et leur apportant des informations.**

La période qui s'étend de la fin du XIX<sup>o</sup>s à nos jours marque en France l'avènement puis le triomphe des médias de masse. Les progrès de l'alphabétisation et des moyens de transports à la fin du XIX<sup>o</sup>s ont d'abord permis la diffusion massive de la presse écrite. Puis, à la fin des années 1930, la radio entre dans les foyers. Elle est le principal instrument d'information et de propagande pendant la 2<sup>o</sup>GM.

La télévision se généralise au cours des années 1960. Longtemps monopole d'État, elle concurrence la presse. Depuis les années 1990, Internet et la téléphonie mobile, les « nouveaux médias » bénéficient en France d'une diffusion très rapide. Presse, radio, télévision et plus récemment internet, jouent un rôle indispensable dans une société démocratique : ils informent les citoyens et contribuent à la formation de l'opinion publique (**L'opinion publique est la somme des jugements, valeurs, convictions, préjugés, croyances d'une population**). La **notion d'opinion publique est ainsi liée au développement des médias**, lui-même indissociable de l'avènement de la démocratie.

C'est pourquoi les **pouvoirs politiques et économiques** sont très **attentifs aux médias**, qu'ils tentent parfois d'**influencer ou de contrôler**. Les **crises**

**politiques révèlent** les **relations complexes** qui se nouent entre **médias, opinion et pouvoir**. C'est à travers les crises de la démocratie que l'on perçoit le mieux le rôle des médias dans l'expression et la formation de l'opinion publique.

*Comment, à partir de l'exemple français, médias, opinion publique et pouvoir interagissent-ils en période de crises politiques depuis la fin du XIX<sup>e</sup>s ?*

## I- DE L'AFFAIRE DREYFUS A LA 2°GM, L'AGE D'OR DE LA PRESSE

### A- Affirmation d'une presse politique sous la III° République

**Document 1 du plan** - La loi sur la liberté de la presse, une loi républicaine

1) Quel rôle est ici assigné à la presse ? Au nom de quel principe ?

2) Quels éléments permettent à la presse de jouer son rôle ?

**R1.** *La presse a le devoir d'informer tous les citoyens : « mettre, homme par homme et jour par jour, dans la confidence de tous les évènements et au courant de toutes les questions »*

*Il faut que tout citoyen « ait la conscience de son vote »*

**R2.** *La presse peut jouer ce rôle car elle est maintenant « bon marché », « parole présente à la fois partout et à la même heure, grâce à la vapeur et à l'électricité ».*

**Document 2 du plan** - La loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et ses grandes modifications

1) Quelles sont les conséquences de la loi de 1881 sur la presse ? Quelles limites sont prévues ?

2) Qui est protégé par la loi ? Pourquoi ?

**R1.** *La liberté d'expression est maintenant totale. On peut écrire et publier librement.*

*Les écrits ne peuvent cependant inciter à commettre crimes ou délits ou contester les crimes contre l'humanité déjà définis*

**R2.** *Les délits contre la chose publique : offense au président de la République,*

*publication de fausses nouvelles.*

*Les délits contre les personnes : atteinte à l'honneur ou considération d'un citoyen,...*

L'**enracinement de la République** permet l'**émergence d'une presse libre** et l'expression de l'opinion publique. La France offre alors le régime législatif le plus libéral au monde. **Républicains et journalistes partagent l'ambition d'éduquer le peuple.**

En **1881, la loi sur la liberté de la presse** renforce la **conviction que, toute censure écartée, la presse, telle la « sentinelle du peuple »** peut **développer le débat d'idées, guider et influencer** l'opinion. **Aucune autorisation, censure préalable ou restriction à la publication d'un journal ou d'un ouvrage n'est prévue, sauf en cas de diffamation.** La **liberté de la presse est une valeur fondamentale de la République pour toute la période.**

**Cette liberté n'a été suspendue** qu'après les **attentats anarchistes contre la Chambre des députés** (1893-1894).

Les **« lois scélérates »** sont votées à la suite de nombreux attentats anarchistes sur le territoire français.

C'est à partir de 1881 que l'action directe est mise en avant et favorisée au sein du mouvement anarchiste. En Allemagne, l'empereur Guillaume Ier fut victime de deux tentatives d'assassinats de la part d'anarchistes. Le chancelier Otto von Bismarck prit prétexte de ces événements pour faire promulguer par le Reichstag des lois "anti-socialistes". De même, en Russie, le tsar Alexandre II fut assassiné par un groupuscule anarchiste, Narodnaïa Volia (La liberté du peuple), le 13 mars 1881. En réaction à cela, son fils et successeur, Alexandre III, ordonna la création d'une nouvelle police de sécurité, l'Okhrana.

Mis à part quelques faits isolés, c'est à partir de 1892 que commence la véritable période des attentats qui visent à déstabiliser le pouvoir en attaquant directement ses détenteurs. C'est une série d'attentats à la bombe perpétrés par Ravachol à partir du 11 mars 1892 qui déclenche la vague de terrorisme anarchiste.

Le 9 décembre **1893, Auguste Vaillant** lance une **bombe de la tribune à la chambre des députés**, puis le 24 juin **1894 le président de la République Marie François Sadi Carnot est assassiné à Lyon par un jeune anarchiste italien Sante Geronimo Caserio.** Ces événements suscitent l'**inquiétude de l'opinion publique et de la presse, des journaux républicains radicaux aux feuilles conservatrices, qui en appellent à des mesures d'exception.**

**3 lois** (en 1893 et 1894) **limitant celle de 1881** sont votées. Qualifiées de « lois scélérates » par **Jean Jaurès**, elles permettent d'arrêter les anarchistes, condamnent aussi bien les sympathisants que les militants et **interdisent toute publicité à leurs idées**.

A la **Belle-Epoque**, la **presse** devient **bon marché, informative et attractive**. Les **innovations techniques facilitent la diffusion des journaux**. Les **rotatives** qui permettent d'imprimer en masse depuis 1872, et les **linotypes**, qui permettent de composer depuis un clavier et non plus lettre à lettre depuis 1887, permettent de fabriquer plus vite et à moindre coût. Le **télégraphe et le téléphone** permettent aux journaux de collecter l'information et de réagir plus vite aux nouvelles. Ils sont distribués plus efficacement grâce au **réseau ferroviaire** qui s'étend et couvre la France entière. Les **progrès de l'alphabétisation et la baisse du coût de la presse** qui s'ouvre à la publicité, **favorisent la lecture du journal qui devient une habitude pour une grande partie de la population**. Le citoyen a désormais les moyens de s'informer.

La presse connaît ainsi un **essor considérable avant 1914** et participe à la formation de l'opinion publique. Le nombre des quotidiens s'accroît, passant de **126 en 1870 à 299 en 1914**, leur **tirage est X3 entre 1880 et 1914**. Les Français sont en **1900 les 1<sup>o</sup> lecteurs de journaux au monde**. A la veille de la 1<sup>o</sup>GM, 6000 journalistes travaillent pour 300 quotidiens qui tirent à peu près **10 millions d'exemplaires**.

Les ventes sont dominées par les **grands quotidiens populaires**, comme **Le Petit Journal**, qui tire à 1 million d'exemplaires avant 1914, **Le Petit Parisien**... Ces journaux cherchent davantage à s'adapter aux attentes des lecteurs qu'à les influencer. Ils affichent une **prudente neutralité politique et privilégient les faits divers et le divertissement**.

La **presse d'opinion est moins diffusée, mais très influente**. Chaque **mouvement politique** crée un journal pour son lectorat militant. Les **journaux engagés** couvrent toute la vie politique, de **l'extrême gauche socialiste (L'Humanité créé en 1904) à l'extrême droite nationaliste (L'Action française)**, en passant par les radicaux (**L'Aurore créé en 1897**), et le centre droit (**Le Figaro, créé en 1826, plus ancien quotidien français encore publié**).

## **B: L'affaire Dreyfus, une crise qui engage la presse**

Le **nombre croissant des lecteurs fait émerger une opinion publique qui devient un acteur majeur en temps de crise politique**. Après la **crise boulangiste (1889** le général Boulanger devint ministre de la Guerre, et inquiéta le gouvernement par son discours belliqueux. Certains de ses partisans, lui suggérèrent d'effectuer un coup d'État mais il refusa. Cependant, un mandat d'arrêt a été lancé contre lui pour complot contre la sûreté de l'État, et il s'enfuit en Belgique) et le **scandale de Panama (1892** affaire de corruption liée au percement du canal de Panama, qui élaboussa plusieurs hommes politiques et industriels français et ruina des centaines de milliers d'épargnants. Le scandale était lié aux difficultés de financement de la Compagnie pour réunir les fonds nécessaires et mener à bien le projet. Alors que le chantier se révéla plus onéreux que prévu, Lesseps dut lancer une souscription publique. Une partie de ces fonds fut utilisée pour soudoyer des journalistes et obtenir illégalement le soutien de personnalités politiques), **l'affaire Dreyfus** est le principal épisode de ces affrontements politiques par journaux interposés.

**L'affaire Dreyfus** est un conflit social et politique majeur de la Troisième République survenu à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, autour de l'accusation de trahison faite au capitaine Alfred Dreyfus, Français d'origine alsacienne et de confession juive, qui sera finalement innocenté. Elle a bouleversé la société française pendant douze ans, de 1894 à 1906, la divisant profondément et durablement en deux camps opposés, les « dreyfusards » partisans de l'innocence de Dreyfus, et les « antidreyfusards » partisans de sa culpabilité.

La condamnation fin 1894 du capitaine Dreyfus – pour avoir prétendument livré des documents secrets français à l'Empire allemand – était une erreur judiciaire, sur fond d'espionnage et d'antisémitisme, dans un contexte social particulièrement propice à l'antisémitisme, et à la haine de l'Empire allemand à la suite de son annexion de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine en 1871. L'affaire rencontre au départ un écho limité, avant qu'en 1898 l'acquittement du véritable coupable et la publication d'un plaidoyer dreyfusard par Émile Zola, *J'accuse...!*, provoquent une succession de crises politiques et sociales uniques en France. À son paroxysme en 1899, l'affaire révéla les clivages de la France de la Troisième République, où l'opposition entre le camp des dreyfusards et celui des anti-dreyfusards suscita de très violentes polémiques nationalistes et antisémites, diffusées par une presse influente. Elle ne s'acheva véritablement qu'en 1906, par un arrêt de la Cour de cassation qui innocentait et réhabilitait définitivement Dreyfus.

Cette affaire est souvent considérée comme le symbole moderne et universel de l'iniquité au nom de la raison d'État, et reste l'un des exemples les plus marquants d'une erreur judiciaire difficilement réparée, avec un rôle majeur joué par la presse et l'opinion publique.

En 2013, le site *L'affaire Dreyfus* a entamé, en collaboration avec le Service historique de la

*Défense, la publication du dossier secret de l'affaire Dreyfus.*

### **Document 2 p. 119 - J'accuse**

L'affaire Dreyfus devient **aussi une affaire d'opinion publique grâce à la presse**. D'abord simple affaire d'espionnage, l'arrestation d'un officier juif est annoncée le 29 octobre 1894 par le quotidien antisémite *La Libre Parole*.

Le dossier est relancé le 15 novembre 1897 par le frère d'Alfred Dreyfus, Mathieu Dreyfus, qui accuse le commandant Esterhazy d'être le vrai coupable.

**Lorsqu' Esterhazy est acquitté, l'écrivain Émile Zola écrit « J'Accuse » en Une du journal L'Aurore le 13 janvier 1898.** L'article est présenté comme une « **lettre ouverte au Président de la République** », c'est-à-dire adressée à **Félix Faure**. Les extraits transcrits dans ce document présentent les grandes lignes de ce pamphlet accusateur : Zola y conteste une décision de justice au nom de valeurs universelles.

Il s'expose publiquement afin de comparaître devant la justice pour qu'un nouveau procès, plus indépendant, puisse se dérouler. Le texte de Zola est donc le symbole de l'éloquence oratoire et du pouvoir de la presse au service d'une cause.

**Émile Zola, accusé de diffamation publique, est jugé en février 1898.** Le président du tribunal interdit que le procès Dreyfus soit évoqué, car déjà jugé, mais les témoins qui se succèdent à la barre s'expriment sur ce sujet. **L'écrivain est condamné et il s'exile en Angleterre.** Le **procès Zola aura cependant servi de caisse de résonance en faveur de Dreyfus, permettant la révision de l'affaire du capitaine Dreyfus, qui n'aboutit à sa réhabilitation qu'en 1906.** **La presse d'opinion s'est affirmée comme un contre-pouvoir efficace.**

- 1) Quelle institution est mise en cause par Zola ?
- 2) Au nom de quelles valeurs agit-il ?
- 3) Quel rôle a joué la presse dans l'affaire Dreyfus selon Zola ?

**R1.** *Le gouvernement et l'armée sont remis en cause.*

**R2.** *Zola agit au nom de la vérité et de la justice.*

**R3.** *Selon Zola, la presse a menti à la population pour protéger l'armée.*

**Pendant plus d'un an et demi, le procès pour espionnage du capitaine**

**Dreyfus**, accusé de trahison au profit de l'Allemagne et condamné à la prison à perpétuité, **est traité comme un feuilleton judiciaire par la presse, polarisant l'opinion publique en deux camps bien tranchés.**

C'est **La libre parole** d'Édouard Drumont **qui lance l'affaire en 1894**, les **journaux dreyfusards et antidreyfusards font assaut d'éloquence ou fournissent des « preuves » réelles ou manipulées.** Les **caricaturistes**, Forain, Caran d'Ache, Ibels, s'affrontent : à l'antidreyfusard *Psst... !* répond le dreyfusard *Le Sifflet*.

**Par journaux interposés**, les **hommes politiques et les intellectuels** (le terme naît pendant l'affaire) **prennent position, se mobilisent et mobilisent l'opinion publique.** Les **passions se cristallisent surtout à partir de la publication, en 1898, de la lettre ouverte de Zola.** C'est un **vrai choc médiatique qui relance l'affaire Dreyfus dans la presse et l'opinion publique.** **L'édition se vend à près de 300 000 exemplaires**, soit dix fois plus que les tirages habituels du journal.

Georges Clemenceau et Jean Jaurès publient des 100 d'articles pour défendre le capitaine Dreyfus.

**Dreyfus est finalement gracié en 1899** et la fièvre qui a accompagné l'affaire retombe, mais la presse a contribué à forger une opinion publique en France.

**Ainsi, par la diversité de ses sensibilités politiques, la presse reflète bien les divisions de l'opinion publique, tout en la formant, en l'informant.** Que ce soit au moment de l'affaire Dreyfus ou au moment de la séparation des Églises et de l'État (1905), des **presses antagonistes nourrissent les grands débats nationaux.**

**Documents p. 120-121 - L'affaire Dreyfus et la caricature**

*Cette étude aborde l'entrée en force dans la presse du dessin et de la caricature à l'occasion de l'affaire Dreyfus. Bien avant la photographie, les journaux accueillent des images sous la forme de gravures.*

**Reflétant le climat de l'époque**, la plupart des caricatures sont hostiles à la cause dreyfusarde (doc. 1, 4 et 5). Certains journaux sont créés dans le contexte de l'affaire : *Psst... !* (antidreyfusard) et *Le Sifflet* (dreyfusard) (doc. 2 à 6).

### **Document 1**

*Caran d'Ache, « Ils en ont parlé »*

*Emmanuel Poiré débute dans la presse satirique sous le pseudonyme de Caran d'Ache, transcription phonétique de karandach qui signifie « bout de crayon » en russe [Карандаш] , allusion à ses origines russes.*

*Antirépublicain et farouchement nationaliste, il adhère à la Ligue de la patrie française. Antisémitisme et antidreyfusard convaincu, il publie sa plus célèbre illustration dans Le Figaro du 14 février 1898. Avec son complice Jean-Louis Forain, il crée l'hebdomadaire satirique Psst... ! qui prolonge son combat antidreyfusard.*

### **Document 2**

*« Un condamné est un condamné »*

*Herman-Paul est un dessinateur né en 1864. Il fait ses débuts dans les années 1890 dans la presse satirique.*

*Très engagé durant l'affaire Dreyfus, il est surnommé le « Forain de gauche ». Il publie des illustrations dans Le Figaro, Le Sifflet et surtout Le Cri de Paris pour dénoncer la bêtise des antisémites, mais il manie davantage l'ironie que la violence.*

### **Document 3**

*La caricature dans l'affaire Dreyfus*

*John Grand-Carteret (1850-1927) est écrivain et journaliste. Grand collectionneur de gravures, il a consacré l'essentiel de son œuvre à compiler des images et des caricatures. Son livre sur l'affaire Dreyfus publié dès 1898 analyse le rôle de la caricature dans cette affaire.*

### **Document 4**

*Dreyfus, un sans-patrie ?*

*Le Grelot du 11 novembre 1894 place en couverture un dessin de Pépin empreint d'antisémitisme.*

*Fondé en 1871, Le Grelot est un journal satirique républicain et anti-communard qui choisit le camp antidreyfusard en 1894. Pépin place « Basile Guesde » alias Jules Guesde et Jean Jaurès sous le drapeau rouge et maçonnique des « collectosocialistes » (Guesde était collectiviste et Jaurès socialiste). Sous leurs regards, Dreyfus reçoit des sacs d'argent contre le plan de mobilisation, tout en commentant son acte avec un fort accent germanique: « Moi aussi, je fais ma bedide gommerce internationaliste, et pis après ? ». Les deux chefs de file de la gauche sont ainsi discrédités comme défenseurs à la fois des intérêts du socialisme sans patrie, et de ceux de la caste des traîtres vendus aux intérêts étrangers. Les antisémites considèrent les Juifs comme des apatrides.*

*La presse véhicule la montée de l'antisémitisme qui participe de la crise de la République. Le journal peut donc être instrument d'exclusion. L'antisémitisme nest réactivé par Édouard Drumont dans la France juive (pamphlet publié en 1886), auquel fait écho le journal La Croix qui se veut le journal le plus antijuif de France.*

### **Document 5**

*Dreyfus, agent de l'étranger ?*

*Psst... ! est un hebdomadaire satirique lancé trois semaines après « J'accuse » par Forain et Caran d'Ache et dont la publication s'est poursuivie jusqu'au 16 septembre 1899, avec 85 numéros livrés.*

*Jean-Louis Forain représente dans ce numéro du 23 juillet 1898 Zola peu après le départ du romancier pour l'exil. Son masque tombe et laisse paraître le visage du juif manipulé par un soldat allemand, allégorie de la trahison. La théorie du complot fait partie des poncifs antidreyfusards, animés de sentiments nationalistes et revanchards.*

*Dreyfus et Zola sont considérés comme des traîtres qui affaiblissent la nation française.*

### **Document 6**

*« Ceci couvrira cela »*

*En 1898, Vavasseur crée une affiche et un slogan publicitaire pour la marque de peinture Ripolin. Le dessinateur satirique dreyfusard Édouard Couturier détourne l'affiche en faveur de Dreyfus : les trois ouvriers appliqués à peindre les qualités de la marque, le premier sur un mur et les deux autres sur le dos du précédent, sont remplacés par les cinq ministres de la Guerre qui se sont succédé depuis le début de l'affaire Dreyfus (Mercier, Billot, Cavaignac, Zurlinden et Chanoine). Défendant la marque « Étatmajor », les militaires écrivent le même mot d'ordre mensonger : "Dreyfus est coupable". Le bras vengeur de la Justice apparaît à gauche du dessin pour rétablir la vérité et inscrit sur le dos du dernier général: "Dreyfus est innocent, vous êtes cinq menteurs".*

*Les cinq ministres dénoncés par Couturier et les journalistes dreyfusards ne seront pourtant jamais inquiétés par la justice.*

### **Réponses aux questions**

**R1.** *Caran d'Ache construit son dessin en deux vignettes : la première montre une famille attablée, respectant les règles de la civilité bourgeoise : sous la lampe, les convives sont élégamment habillés, la table est bien ordonnée.*

*Le maître de maison, au moment où se déplient les serviettes, recommande de ne pas parler de l'affaire Dreyfus. Le second dessin dépeint un désordre épouvantable car les*

*convives n'ont pas respecté cette recommandation. Caran d'Ache reste neutre par rapport aux tenants de l'affaire Dreyfus, soulignant seulement la division qu'elle entraîne au cœur même des familles.*

**R2.** *L'auteur déplore la tyrannie de l'actualité qui supplante les idées et ouvre la porte aux attaques personnelles et aux insultes.*

**R3.** *Le document 4 reprend le thème de Judas.*

*Dreyfus est représenté sous les traits d'un juif par des traits physiques marqués (oreilles, nez). Il vend son pays, la bourse dans la main comme Judas. Il est accompagné par deux dirigeants socialistes emblématiques, Guesde et Jaurès.*

*L'internationalisme des uns est rapproché de l'esprit de trahison incarné par Dreyfus, dessiné sous les traits d'un juif apatride prêt à vendre son pays. Le document 5 associe Zola, Dreyfus dont les traits « juifs » sont marqués et un soldat allemand. La caricature met en scène l'idée d'un complot juif qui sert l'étranger, soutenu par l'intelligentsia française représentée par Émile Zola.*

**R4.** *Les éléments graphiques qui relèvent de l'antisémitisme sont d'abord physiques : le nez proéminent et des oreilles décollées (doc. 4), les cheveux noirs et frisés (doc. 5). L'antisémitisme réactive également le thème de Judas qui trahit Jésus contre une somme d'argent (doc. 4). Les juifs sont enfin stigmatisés à partir de la théorie du complot : considérés comme des apatrides, ils sont des ennemis de la nation, ici en faveur de l'empire allemand (doc. 4 et 5).*

**R5.** *Les deux personnages incarnent la bourgeoisie. Le dessinateur ridiculise le point de vue antidreyfusard qui ne conteste pas l'argument d'autorité : Dreyfus a été condamné, sa culpabilité ne peut donc pas être contestée.*

**R6.** *Couturier remet en cause l'armée.*

**La presse ne se contente pas de participer aux crises politiques, mais peut aussi les provoquer en dévoilant certains scandales qui ébranlent le régime.**

En 1904, ce sont des révélations du *Matin* qui font éclater « l'affaire des fiches » :

le ministre de la guerre, le général André, qui disposait de fiches sur les opinions politiques et religieuses de nombreux officiers, les aurait utilisées pour retarder ou accélérer des promotions. Cette révélation aboutit à la démission du ministre et à celle du président du Conseil Émile Combes en janvier 1905.

Ce rôle joué par la presse peut avoir des conséquences encore plus fâcheuses comme en 1914, lors de l'affaire Caillaux. Mis en cause dans une affaire d'escroquerie par des articles de Gaston Calmette, directeur du *Figaro*, le ministre des finances Joseph Caillaux doit démissionner. Ulcérée, son épouse assassine Gaston Calmette le 16 mars 1914.

Ainsi, la **presse a contribué à forger une opinion publique en France** : jusqu'à la Première Guerre mondiale et le retour de la censure et de la propagande, les Français, premiers lecteurs de quotidiens au monde, s'habituent à la diversité des publications et à l'existence d'une presse d'opinion aux côtés de grands quotidiens populaires plus prudents sur le plan politique.

**Pendant la 1<sup>o</sup>GM, la censure est rétablie avec rigueur car l'État entend contrôler l'opinion et maintenir le moral des Français. Toute information militaire, tout commentaire défavorable au gouvernement, passent sous la coupe de la censure. Les articles, dessins et photos censurés sont remplacés par des « blancs ».**

Cependant **une partie de la presse participe au « bourrage de crâne », exalte le patriotisme, dénigre l'ennemi et légitime la violence**. Ce qui incite les lecteurs à la **méfiance et discrédite** la presse. En 1918, près de la moitié des titres de presse disparaissent.

Après 1918, la presse cherche donc à **reconquérir l'adhésion des masses**, elle cherche à accroître son audience. Pour répondre à la demande d'une opinion avide d'information, la presse innove. Elle propose de **grands reportages** : ainsi, **Albert Londres**, figure mythique du grand reporter, estime « qu'il faut intervenir dans la cité », informer et passionner l'opinion. La presse s'efforce d'interpeller les lecteurs par un **recours plus important à l'image, et diversifie ses productions** (presse féminine, presse enfantine...). La tradition du dessin de presse reste forte, mais la **photographie fait le plus souvent la une**.

Les **journaux d'opinion retrouvent une certaine audience et leur politisation s'accroît**. Les journaux populaires exploitent les scandales politico-

financiers et la presse contribue ainsi à **renforcer la défiance de l'opinion publique envers la classe politique.**

### **C- La crise du 6 février 1934 : la presse, lieu d'expression des affrontements idéologiques**

A certains égards, on peut dire que la crise du 6 février 1934 est en quelque sorte une **fabrication de la presse d'opinion**. Depuis les années 1930, la presse quotidienne abreuve les Français d'articles sur les scandales politico-financiers, en particulier l'affaire Stavisky, une escroquerie compromettant plusieurs ministres et députés radicaux alors au pouvoir. Ce n'est pas un fait nouveau, puisqu'une affaire de corruption, le scandale de Panama, en 1892, avait suscité l'indignation de l'opinion publique. **Mais la crise économique** qui frappe la France au début des années 1930, **la montée des ligues nationalistes** et la **crispation des partis politiques de la gauche communiste à l'extrême-droite nationaliste** contribuent à créer un **contexte de crise politique** – **antiparlementarisme, de droite comme de gauche, rupture du consensus démocratique**, remise en cause des institutions et contestation des valeurs dominantes.

**Dossier documentaire p.124-125** - La presse face à la crise du 6 février 1934

**La presse a souvent été mise en cause dans le déclenchement de la crise du 6 février 1934.** *Dès le début de l'affaire Stavisky, la violence verbale des journaux attise jour après jour l'antiparlementarisme de ses lecteurs (doc. 1 et 4). Avec une virulence qui varie en intensité en fonction des positionnements politiques, la presse critique l'immobilisme des institutions politiques et leur impuissance à faire face à la situation (doc. 1 à 4).*

*Les interprétations de la crise du 6 février 1934 sont contradictoires dès le lendemain de la manifestation (doc. 5 et 6). Pour la presse de gauche, la France a échappé à une tentative de coup d'État fasciste, sentiment qui contribue à la formation de l'union des gauches au sein du Front populaire.*

*L'activisme de l'extrême droite reste cependant très marginal en France au début des années 1930 et demeure un phénomène essentiellement parisien.*

*Si la presse d'opinion n'a pas contribué à assurer la confiance dans les institutions républicaines, elle est difficilement seule responsable du délitement du régime et du*

*scepticisme croissant des Français à son égard.*

### **Document 1**

*Une analyse de l'affaire*

*L'article d'Henri Béraud publié dans l'hebdomadaire d'extrême droite Gringoire atteste de la virulence de la presse partisane dans les années 1930.*

*Gringoire est fondé en 1928 par Horace de Carbuccia sur le modèle de Candide créé quatre ans auparavant. Henri Béraud en devient le rédacteur en chef en 1934. La plume de Béraud se caractérise par une outrance de ton que la liberté de presse autorise, versant facilement dans l'insinuation calomnieuse et l'insulte. Henri Béraud fustige les dirigeants politiques, responsables selon lui du scandale Stavisky. Le vocabulaire est volontairement ordurier lorsqu'il fait référence aux agissements du gouvernement, Stavisky étant l'étranger et le juif que les politiciens ont favorisé. L'antiparlementarisme se mêle à l'antisémitisme et à la xénophobie.*

*Gringoire ouvre également ses colonnes à un polémiste qui sera secrétaire d'État à l'information et à la propagande sous Vichy, Philippe Henriot.*

### **Document 2**

*L'affaire Stavisky*

*Le Canard enchaîné exploite les zones d'ombre de l'affaire Stavisky pour remettre en cause la version officielle du suicide de l'escroc. Le 8 janvier 1934, la police retrouve en effet Alexandre Stavisky mort dans un chalet à Chamonix. Le coup de feu retentit alors que la police pénètre dans le chalet, et Stavisky est retrouvé avec un revolver à la main, la tête traversée d'une balle. Recherché depuis la révélation de son escroquerie fin décembre 1933, il semble que la police l'a localisé à Chamonix dès le 2 janvier.*

*L'hebdomadaire satirique est fondé en 1915 par un couple pacifiste, les Maréchal, qui veulent pourfendre la censure et le « bourrage de crâne ». L'arme choisie est le rire et le journal continue aujourd'hui à allier critique politique et humour, mêlant jeux de mots et caricatures acérées. L'affaire Stavisky est l'occasion de quelques phrases célèbres, comme celle publiée en Une du journal le 10 janvier 1934 : « Stavisky se suicide d'un coup de revolver qui lui a été tiré à bout portant » ou plus loin dans le journal : « Stavisky s'est suicidé d'une balle tirée à 3 mètres. Voilà ce que c'est que d'avoir le bras long ». Le Canard enchaîné participe ainsi du discrédit du régime parlementaire, sans toutefois l'attaquer violemment comme le font d'autres journaux.*

### **Document 3**

*« La justice suit son cours »*

*Paul Iribe réalise un dessin à charge contre le gouvernement empêtré dans le scandale de l'affaire*

*Stavisky et le publie dans Le Témoin du 14 janvier 1934, six jours après que la police a retrouvé dans un chalet à Chamonix le corps de l'escroc Alexandre Stavisky, mort dans des circonstances suspectes.*

*Paul Iribe dessine le corps nu d'une noyée qui dérive au fil de l'eau. Le corps inerte de la jeune fille*

*est une allégorie de la justice : les mains ligotées, la balance avec ses deux plateaux sous le bras, le bandeau qui lui cache ordinairement les yeux a glissé et a été transformé en bâillon.*

#### **Document 4**

*« Aux Parisiens »*

*L'Action française est le quotidien d'extrême droite et royaliste fondé par Charles Maurras, chef de la ligue homonyme qui a fait ses premières armes dans le camp antidreyfusard.*

*Le renvoi du préfet de police Chiappe, favorable aux ligues, est l'occasion de nourrir l'agitation contre le gouvernement et le système parlementaire en général.*

*L'article signé par Maurras appelle clairement à la rébellion.*

#### **Document 5**

*Trois visions de la nuit d'émeute du 6 février 1934*

*Au lendemain de la manifestation, les points de vue divergent dans la presse. Trois journaux sont ici confrontés, qui représentent une grande partie du spectre politique : L'Action française à l'extrême droite, Le Populaire, organe de la SFIO à gauche et Le Journal des Débats, journal d'une droite conservatrice.*

*Le Journal de Débats et L'Action française expriment un point de vue similaire sur la responsabilité du gouvernement et des forces de police. À l'inverse, Le Populaire exagère le danger en qualifiant la crise politique de « coup de force fasciste ». Cette analyse est fondatrice du Front populaire qui se constitue dans les mois qui suivent la manifestation, car l'un des objectifs de cette alliance électorale de gauche est de faire barrage au fascisme. L'étude des ligues d'extrême droite oblige à nuancer cette analyse : les ligues les plus fascistes (Solidarité française et Francisme) sont des groupuscules certes actifs, mais limités à quelques milliers de personnes.*

*Les Croix-de-Feu de La Rocque, principale ligue fasciste pour le Front populaire, sont un mouvement de masse, mais davantage traditionaliste que fasciste. Ils ont par ailleurs refusé de participer à l'assaut de l'Assemblée nationale le 6 février, respectant ainsi la légalité républicaine.*

## **Document 6**

« Après l'émeute : le ministère démissionne »

La Une du quotidien le plus populaire des années 1930, *Paris-Soir*, annonce la démission du gouvernement Daladier suite à la manifestation du 6 février 1934. *Paris-Soir* a été lancé en 1932 par l'industriel Jean Prouvost. Sa maquette est conçue comme une composition illustrée qui allie photographie et recherche graphique : gros titres, encadrés, décrochés et retournes rythment la Une.

La photographie occupe une place importante (on reconnaît en bas à droite une des photographies

les plus connues du 6 février 1934) : *Paris-Soir* est le premier journal à disposer de son propre service photographique. En 1934, le journal compte plus d'un million de lecteurs et séduit un public qui recherche une information de qualité présentée de façon ludique.

## **Réponses aux questions**

**R1.** Le titre du *Canard enchaîné* sous-entend que Stavisky a été assassiné et que le crime a été maquillé en suicide.

**R2.** On assiste dans la presse à une escalade de violence entre le 10 janvier et le 6 février 1934.

La presse remet en cause le gouvernement et le parlement, c'est-à-dire les piliers du régime républicain. Ils sont accusés de corruption et de favoriser les étrangers, les juifs, les voleurs, les anarchistes, les francs-maçons au détriment des « honnêtes gens ».

**R3.** L'allégorie de la justice est détournée afin de critiquer l'attitude du gouvernement dans le scandale Stavisky : elle est en train de se noyer, nue, ligotée, bâillonnée, sa balance à deux plateaux sous le bras.

**R4.** *Gringoire* et *L'Action française* appellent à une action violente contre le gouvernement et le parlement.

**R5.** L'augmentation des tirages de *L'Action française* dans les jours qui précèdent la manifestation témoigne de l'intérêt du lectorat pour la violence avec laquelle le journal mène sa campagne de presse. Elle suggère également que le journal a exercé une influence dans le déclenchement de la manifestation du 6 février 1934.

**R6.** Selon *L'Action française*, les responsables des violences du 6 février 1934 sont les gouvernants. Le *Journal des Débats* accuse également le gouvernement alors

que *Le Populaire* fustige les ligues d'extrême droite, qualifiées de « fascistes ».

### **R7. La crise entraîne la démission du gouvernement Daladier.**

**C'est à travers la presse politique qu'est relayé l'appel des ligues pour la manifestation du 6 février, place de la Concorde, le jour où Daladier se présente devant la Chambre des députés.** La manifestation dégénère et fait quinze morts et plusieurs centaines de blessés - les manifestants ont tenté de se rendre à l'Assemblée nationale.

En aucun cas il ne s'agit d'un coup d'État, mais la presse d'opinion réagit avec violence : à l'extrême-droite, on dénonce les "assassins" qui ont fait tirer sur le peuple tandis que le quotidien socialiste *Le Populaire* dénonce "une tentative de coup d'État fasciste". *L'Humanité* condamne également le gouvernement, qui est contraint à donner sa démission. **Une campagne de presse a donc fait chuter un gouvernement, mais bien plus encore, a contribué à forger dans l'opinion de gauche l'idée selon laquelle la France était menacée par le fascisme, contribuant ainsi à la formation l'année suivante du Front populaire.**

A l'époque de cette crise, le **nombre de publications est en diminution** et la presse est **concurrencée par de nouveaux médias**, la **radio** - 10% des Français sont équipés d'un poste de TSF en 1932 - et les **actualités cinématographiques**, projetées dans les cinémas avant le film. Toutefois, ces nouveaux médias n'ont **pas eu d'influence sur l'opinion publique dans la mesure où la radio est étroitement contrôlée par l'État et où les actualités filmées sont tournées en décalage avec l'actualité politique**. Ces dernières conservent d'ailleurs un ton prudent, à l'écart de toute polémique. C'est donc bien à partir de la presse que s'est encore **crystallisée la bipolarisation de l'opinion publique** au cours de la crise de 1934, dans la droite ligne de l'affaire Dreyfus.

## **II - LE POIDS GRANDISSANT DES MEDIAS A PARTIR DES ANNEES 1930**

### **A - L'instrumentalisation de la presse et de la radio sous Vichy et la "guerre des ondes"**

Seul moyen d'information au moment de la débâcle en France (Les Allemands occupent Paris et ils interdisent tous les journaux français), la **radio s'impose comme le média dominant**, doté de la plus grande capacité de retentissement dans l'opinion.

**En 1940, plus de 60% des foyers français possèdent un récepteur.** Par radio interposée, **l'occupant et le régime de Vichy**, d'une part, la **France Libre**, de l'autre, tentent de mobiliser ou d'influencer l'opinion publique. En **1939-1940, la radio allemande Radio-Stuttgart**, émet en **français** des **nouvelles destinées à saper le moral de la population**. C'est le **début de la guerre des ondes**.

C'est par la radio que Pétain s'adresse aux Français le 17 juin 1949, tandis que de Gaulle appelle à continuer le combat dans un message transmis par la BBC, très peu écouté à l'époque, mais qui est resté symboliquement fondateur de l'appel à la résistance.

#### **Dossier pp. 126-127 – Juin-juillet 1940 : la guerre des ondes**

La rapidité de la défaite bouleverse la sphère médiatique des années 1930. Les médias ont suivi la « drôle de guerre » en acceptant les directives du nouveau commissariat général à l'information dirigé par Jean Giraudoux ; les journaux tentent de maintenir le moral de l'opinion, mais leur audience chute de moitié. **La presse se replie avec le gouvernement, ce qui entraîne la disparition de nombreux journaux (60 % en province, 82 % à Paris), dont les difficultés sont accentuées par la raréfaction du papier.**

La **presse écrite est dépassée par la puissance des ondes**. La radio s'impose en effet dans les années 1930 comme un nouveau média populaire, et ce nouveau moyen d'information devient un enjeu important : le régime de Vichy le contrôle sur son territoire (doc. 1) mais la résistance l'utilise comme une arme politique (doc. 2 à 6).

**Audio - Extrait discours de Pétain 17 juin 1940 + doc. 1 p. 126 – Pétain s'adresse aux**

## Français au moment de la débâcle

Questions 1 et 2 p. 126

**R1-** *Philippe Pétain s'exprime à la radio en tant que président du Conseil, c'est-à-dire chef du gouvernement. Il annonce qu'il a demandé l'armistice au gouvernement allemand.*

**R2-** *Pétain demande aux Français de cesser les combats et d'être solidaires du gouvernement. Il joue sur le registre émotionnel et se fait passer pour l'homme providentiel.*

**Audio -** Extrait discours de Gaulle 22 juin 1940 + doc 3 p. 126 - Un témoignage sur l'appel du 18 juin 1940 + doc 4 p. 127 - La réception de l'appel du 18 juin 1940

Questions 3, 4, 5 et 6 p. 127

**R3-** *De Gaulle ne prononce pas son discours depuis une station radio française car il a rejoint l'Angleterre la veille, alors que Pétain annonçait la capitulation. Le Premier ministre britannique Winston Churchill lui donne l'autorisation de s'exprimer à la BBC car le Royaume-Uni continue la guerre contre l'Allemagne.*

**R4-** *La radio est une arme de combat politique.*

**R5-** *L'appel du 18 juin est réenregistré quelques jours plus tard, et c'est cette version qui passe à la postérité.*

**R6-** *Très peu de Français ont entendu l'appel du 18 juin le jour même. Pierre Messmer en a pris connaissance par la presse.*

**Documents 5 -** « Les Français parlent aux Français », + **Audio -** extrait de radio Paris ment, + **document 6 -** Le général Micro p. 127

Question 7 p. 127

**R7-** *L'influence des émissions de la France libre diffusées à la BBC est suffisamment grande pour que des affiches de propagande collaborationnistes soient placardées en France pour endiguer le flot des ondes de la Résistance.*

**Audio -** Extrait de radio Stuttgart.

**Radio-Paris est un organe de collaboration entièrement contrôlé par les Allemands, alors que Radiodiffusion nationale relaie la propagande de Vichy. La BBC, à Londres, diffuse des émissions en français à partir de juin 1940, "Les Français parlent aux Français" et "Honneur et Patrie" – ces émissions expliquent que la BBC soit communément appelée " Radio-Londres". En Afrique, Radio-Brazzaville, gaulliste, puis Radio-Alger, relaie la propagande gaulliste et alliée.**

Le simple fait d'écouter Radio-Londres est passible de déportation pour fait de résistance en France, mais une partie toujours plus importante de la population l'écoute, malgré le brouillage. Vichy perd finalement la guerre des ondes.

De nombreux journaux de l'entre-deux-guerres disparaissent du fait de l'interdiction allemande de 1940. **Pendant l'occupation, la propagande allemande soutient des publications collaborationnistes comme *Je Suis Partout* ou *L'œuvre*, et en zone Sud, des quotidiens favorables à la Révolution nationale soutiennent le régime de Vichy.** D'une façon générale, les **tirages sont en baisse et le grand public n'adhère pas à ces publications** dont le but est manifestement la désinformation.

Face à la presse collaborationniste, les **publications clandestines issues de la Résistance** se multiplient - plus de 1000 titres sont publiés entre 1940 et 1944. Les titres les plus diffusés sont *Libération*, *Combat*, *Le Franc Tireur*, *L'Humanité*, *Témoignage chrétien*, etc. On constate également que **l'ensemble des sensibilités politiques est représenté**. En **1943, la Fédération nationale de la presse clandestine est créée pour coordonner ces publications.**

**On peut se demander quel rôle les médias ont exactement joué dans le basculement de l'opinion publique française, majoritairement favorable à Pétain en 1940 mais de plus en plus hostile au régime de Vichy au cours des années suivantes, malgré l'intense propagande déployée par le régime.** Les **médias de la Résistance ne peuvent l'expliquer à eux seuls**, ce qui prouve que l'opinion publique a une **réelle autonomie** vis-à-vis de ces derniers.

Certains travaux montrent par ailleurs que cette **opinion est non seulement mobile, mais ambivalente** : ainsi, une partie des Français écoutent à la fois les

éditoriaux d'Edouard Henriot sur Radio nationale, et les messages ou les chroniques de Radio Londres.

Quoi qu'il en soit, **l'attention accordée par l'occupant, par le régime de Vichy**, comme par la **Résistance et par les Alliés** aux **médias** confirment **l'importance de l'opinion publique** en temps de crise politique.

## **B - Le poids de l'audiovisuel contrôlé par l'État lors de la crise du 13 mai 1958**

**La radio devient le média dominant dans les années 1950-1960**, alors que les tirages de la **presse écrite diminuent** et qu'à peine **5% des foyers sont équipés d'un poste de télévision** en 1958. En 1950, le taux d'équipement des foyers en postes de radio est d'environ 70% et il s'élève à près de **90% en 1960**.

La radio d'État est soumise à la censure, les journalistes doivent **suivre un "cahier de consignes"** et **rendre des comptes à cinq ministères**. Des **stations privées, Radio Luxembourg** puis **Europe n° 1 (1955)** viennent concurrencer ce monopole, mais ces stations sont essentiellement tournées vers le **divertissement**. Les **émissions au ton plus libre**, comme **"Cinq colonnes à la Une"** sont **rare**s et **suscitent la colère du gouvernement** - ainsi que la **censure**. La **presse écrite** est également **soumise à la censure**, en particulier les magazines hostiles à la présence française en Algérie, comme *France Observateur*.

Pendant la **guerre d'Algérie**, les **auditeurs** - mais également les **appelés du contingent** - reçoivent donc des **informations en direct**. Dans les **cinémas, les actualités filmées** relaient également la **version officielle des "événements"**. A partir du 13 mai, ces médias **interprètent la crise en faveur de De Gaulle**, en établissant par exemple une continuité avec l'appel du 18 juin 1940 et la Libération et en **passant sous silence les arguments de ses opposants**. **De Gaulle**, revenu au pouvoir, **comprend l'importance de ces médias** - y compris la télévision - et se **prononce pour une mainmise complète de l'État sur l'information**.

Pour lui, les **médias relèvent de la prérogative du président de la République**. C'est d'ailleurs bien grâce à eux qu'il parvient à **rallier l'opinion publique pendant la crise**. De même, lors de la tentative de putsch en 1961, la radio comme la télévision passent en boucle le message du Président appelant à ne pas suivre les généraux.

### **Documents 1 à 3 p. 132 - Le pouvoir gaullien et la télévision.**

*Dès son arrivée au pouvoir en mai 1958, le général de Gaulle utilise les médias pour convaincre ses compatriotes de sa légitimité (doc. 1 et 2). Il apparaît à la télévision dès le 13 mai et il multiplie les allocutions télévisées pour sortir de la crise*

algérienne (doc. 3).

**Dès son retour au pouvoir en juin 1958**, Charles de Gaulle **utilise** les médias audiovisuels comme des **auxiliaires de sa politique**. Il établit un **contact direct avec les Français** par des **allocutions télédiffusées ou radiodiffusées et par des conférences de presse**. Le **journal télévisé** le montre également régulièrement au cours de ses déplacements en France et à l'étranger. Les **interventions du président de la République** lui permettent de **construire une image** que les médias audiovisuels ont pour tâche de **diffuser**. De Gaulle intervient notamment au moment des crises que traverse le système politique.

Sa **première intervention télévisée a lieu le 13 juin 1958**, moins de deux semaines après son investiture au palais Bourbon. Ce premier essai est un **échec**, de Gaulle apparaît sur le petit écran **mal à l'aise, lisant ses notes avec des lunettes**. **Très vite cependant, il maîtrise** la rhétorique du discours télévisé : il montre sa connaissance de l'exercice audiovisuel lors de son allocution du 23 avril 1961, après la tentative de putsch des généraux en Algérie.

Le président **s'adresse alors directement aux téléspectateurs, en les regardant en face, en multipliant l'impératif et le couple pronominal « je/vous »**. Cette allocution, surtout transmise par la radio, est un des principaux facteurs qui a permis à la situation de se rétablir dans un calme relatif.

Le thème privilégié des interventions de Charles de Gaulle pendant ses quatre premières années de pouvoir est l'Algérie : il prend la parole devant les caméras vingt fois au cours de cette période pour expliquer les virages de la politique française en Algérie.

Questions 1 et 2.

**R1-** *De Gaulle intervient au moment des crises politiques : sa première allocution télévisée a lieu le 13 juin 1958, quelques jours après son arrivée au pouvoir à la faveur de la crise algérienne. Il perçoit que la télévision est un média total, qui joint l'image et le son, et permet un rapport plus direct avec les Français.*

**R2-** *En 1958, de Gaulle porte un costume foncé avec une cravate, il tient ses notes et porte des lunettes, ce qui montre clairement qu'il reste imprégné du modèle*

*radiophonique. En 1961, la mise en scène est tout autre : de Gaulle porte alors son uniforme de général, il regarde les téléspectateurs dans les yeux, devant des micros plus discrets et il ne tient plus ses notes.*

*De Gaulle s'est rendu compte de l'impact visuel de ses allocutions, qu'il soigne désormais pour faire passer ses messages.*

Les appelés sont aux premières loges, De Gaulle a évoqué à leur sujet " 500 000 gaillards munis de transistors ". Radio Alger, aux mains des généraux putschistes, ne pèse guère face aux médias officiels. L'échec du putsch marque "la victoire du transistor".

Au cours des années suivantes, c'est la **télévision qui devient le média le plus influent dans l'opinion - 62% des ménages en sont équipés en 1968**, contre 5% dix ans plus tôt. Le pouvoir politique comprend l'enjeu qu'elle représente avant même qu'elle ne touche une majorité de foyers. Ainsi, **dès sa création, la RTF est placée sous la tutelle du ministre de l'Information**. Le gaulliste Alain Peyrefitte exerce ainsi cette fonction de 1962 à 1966. Elle joue un rôle important dès l'élection présidentielle de 1965 et **aucun parti politique ne peut se priver d'exister sans ce média**. **La question de l'impartialité des actualités et du contrôle de la télévision par le pouvoir** devient récurrente, en particulier lors de la crise de mai 1968.

### **III - LA LIBERALISATION ET LA MULTIPLICATION DES MEDIAS DEPUIS 1968**

#### **A - La crise de mai-juin 1968 : un paysage médiatique plus complexe**

**Mai 68, amorcé par une révolte étudiante, prolongé par un ample mouvement social et parachevé par une crise politique,** est, sur le plan médiatique, un moment de rattrapage brutal et spectaculaire du retard accumulé depuis 10 ans par la liberté d'expression en France. C'est aussi l'occasion de vérifier la limite et la réalité du savoir-faire médiatique gaullien.

#### **Dossier documentaire p. 132-133 - La radio et la télévision au service de l'État ?**

*La télévision et la radio deviennent des armes politiques pour le gouvernement gaulliste qui contrôle l'information au sein de l'ORTF.*

*Cette mainmise du pouvoir est remise en cause en mai 1968 par les manifestants qui revendiquent la liberté des médias (doc. 4 à 7).*

Questions 3 à 7

**R3-** *Selon Pierre Viansson-Ponté, la télévision nourrit l'ennui qui menace la société française en l'anesthésiant.*

**R4-** *Les médias remis en cause en mai 1968 sont essentiellement la radio et télévision car elles sont contrôlées par le gouvernement à travers l'ORTF.*

**R5-** *Les radios périphériques (RTL, Europe 1) qui émettent en dehors du territoire français échappent au contrôle de l'ORTF : elles ont donc une parole plus libre à l'égard du gouvernement gaulliste.*

**R6-** *Si Danièle Heyman de L'Express pense que les radios périphériques sont les relais de l'information de la contestation qui enflamme la France en mai 1968, le comité populaire de l'atelier des Beaux-Arts qui réalise des affiches de propagande pour diffuser les idées des manifestants considère tous les médias audiovisuels sur le même plan, c'est-à-dire comme des relais du pouvoir gaulliste.*

**R7-** *La Une est construite à partir d'une capture d'image d'une conférence de*

*presse du général de Gaulle, mais qui a été volontairement mal faite pour reproduire un mauvais réglage qui coupe le général de Gaulle. Le titre « Les insurgés de la Télévision » lui donne son sens, en référence à la grève des employés de l'ORTF. Le Nouvel Observateur suggère ainsi que les techniciens et journalistes s'insurgent contre la tutelle de l'État sur un média qui ne diffusait alors que la parole du gouvernement et du général de Gaulle.*

**Document 3** photocopié + **documents p. 135** - Mai 1968, la critique des médias s'affiche

Mai 68 s'est caractérisé, entre autre, par une **véritable explosion médiatique** comme si la **parole publique**, longtemps contenue par la pesanteur gaullienne, **se libérait d'un coup**. Cette libération a pris surtout la forme d'une **expression spontanée, par voie d'affiches, de tracts, de petits journaux étudiants, de slogans appliqués sur les murs, de discours improvisés**.

Ces « médias » de fortune dénoncent pêle-mêle, la société de consommation, la **morale bourgeoise**, l'**autoritarisme gaullien**. Ils **visent particulièrement la télévision** perçue comme le relais du pouvoir.

La **critique la plus vive concerne le contrôle de l'audiovisuel par le pouvoir**, comme en témoignent les **nombreuses affiches dénonçant la mainmise du gouvernement sur l'ORTF** et les articles de la presse d'opposition - *L'Humanité*, *Libération* - critiquant les médias inféodés au pouvoir des classes dominantes au profit de la société de consommation.

C'est par exemple le sens de l'essai de Guy Debord, *La Société du spectacle* (1967), qui défend la thèse de l'aliénation de la société par le système marchand.

Le **25 mai, alors que la crise devient sociale et politique**, la **direction de l'ORTF refuse de relayer les déclarations des dirigeants politiques et syndicaux hostiles au pouvoir en place**. Cette décision entraîne une **grève générale des journalistes** - **200 d'entre eux ont été licenciés en juin**, mais les **manifestations** se poursuivent en faveur de la **liberté d'information**. Les **radios périphériques**, de leur côté, **relaient les déclarations des manifestants**.

Les **transistors** sont alors **présents dans quasiment tous les foyers**. On **écoute** les nouvelles dans les **piquets de grève**, pendant les **occupations d'usine**, et dans la rue, lors des **manifestations**. Mais c'est **également grâce à la radio** que de Gaulle parvient en **partie à retourner une opinion** volatile en sa faveur, avec son

## allocution du 30 mai.

Derrière la « chienlit » (expression de de Gaulle pour désigner Mai 68), il y avait bien des aspirations voire un programme. Ce réveil de l'opinion, tout au moins d'une partie de l'opinion, est aussi le fruit de la politique scolaire et universitaire menée par les régimes et les gouvernements successifs depuis 1945 : la massification de l'enseignement secondaire et, dans une moindre mesure, du supérieur a démultiplié la diffusion du savoir et de l'esprit critique. Sans l'avoir voulu, le pouvoir, en accélérant l'effort de scolarisation, a donné à la jeunesse les moyens d'acquérir une opinion autonome.

La triple crise, sociale, estudiantine et politique, a connu de multiples interprétations contradictoires, mais toutes les analyses soulignent le rôle central des médias au sein de la société française.

À l'issue de la crise, le pouvoir renforce encore son contrôle sur l'audiovisuel public. Toutefois, cette mainmise n'est plus acceptable pour une partie croissante de l'opinion.

Dès 1974, Valéry Giscard d'Estaing supprime l'ORTF ainsi que le ministère de l'Information et accorde l'autonomie aux trois chaînes de télévision et à Radio France. Le contrôle du gouvernement sur l'information et son influence sur les journalistes continue cependant d'être dénoncé par l'opposition. Vers la fin des années 1970, les "radios libres" se multiplient dans la clandestinité. Certaines sont animées par des associations ou des groupes politiques et se distinguent par leur liberté de ton. Elles sont finalement légalisées par la gauche en 1981, qui libéralise définitivement la communication audiovisuelle l'année suivante. La crise de mai 1968 a donc ouvert la voie à une diversification et à une libéralisation des médias.

## **B - L'émergence d'une démocratie d'opinion depuis les années**

### **1990**

S'il n'y a **pas en France de crise politique majeure depuis 1968**, on assiste à une **"crise rampante" du politique**. Dans un **contexte de chômage élevé et d'incertitude économique**, elle se traduit par une **montée de l'abstention aux élections**, par de **nombreuses alternances politiques** entre la droite et la gauche depuis les années 1980 et par une **défiance plus grande de l'opinion vis-à-vis des politiques**. Dans le même temps, les Français ont **accès à des médias** de plus en plus **nombreux : chaînes télévisées par câble ou satellite, TNT et surtout, la révolution internet** qui offre au plus grand nombre – on dénombre **45 millions d'internautes en France**, aujourd'hui - un accès gratuit immédiat à de multiples sources d'information (par le podcasting, par exemple). Le **problème du contrôle des médias par de grands groupes financiers**, très débattu dans les années 1980-1990, **perd de sa pertinence. Mais d'autres questions surgissent.**

Ainsi, la **frontière se brouille entre les médias et l'opinion publique**, puisque **chacun** peut **s'exprimer à travers des sites, des blogs et les réseaux sociaux** qui deviennent **autant d'outils de manipulation** politique. La **presse écrite** a créé des **extensions virtuelles** de son support papier traditionnel, mais les **journalistes sont concurrencés par des groupes de citoyens** qui peuvent **relayer, analyser et commenter l'information**. Se pose alors, la **question de la fiabilité et de la qualité de l'information** lorsqu'elle est **délivrée par des non-professionnels**. **L'influence croissante de la blogosphère** s'est imposée en particulier lors du débat sur le **référendum portant sur l'adoption du Traité constitutionnel européen en 2005**. Face à une classe politique majoritairement favorable à l'adoption du Traité, à droite comme à gauche, un mouvement opposé a émergé sur Internet et a contribué à influencer l'opinion des Français - dans une **proportion qu'il est difficile de déterminer**, toutefois.

Par ailleurs, la multiplication des enquêtes et des **sondages d'opinion** (*méthode statistique par laquelle, à partir de la constitution et de l'analyse d'un échantillon de la population questionnée sur un thème, on entend rendre compte de l'opinion publique à un instant donné*) entraîne l'**émergence d'une "démocratie d'opinion"**, c'est-à-dire

une **forme de démocratie directe et individualisée qui ne résulte pas du débat public et de l'expression du suffrage universel mais de l'influence permanente de l'opinion sur l'action politique.**

Certains s'en **réjouissent** et considèrent ce phénomène comme un **garde-fou pour les gouvernants, une forme de plus-value démocratique.** D'autres, à l'inverse, dénonce une **" tyrannie de l'opinion "** dans laquelle tout le monde doit être en mesure d'**exprimer son avis sur tout**, cette tendance **influençant l'action politique dans un sens qui peut aller à l'encontre des décisions prises par des représentants désignés par le suffrage universel.**

**Plusieurs questions** se posent : les **sondages peuvent-ils véritablement rendre compte de l'opinion ?** Les **sondages influencent-ils ou même font-ils l'opinion ?**

## **Conclusion**

A la fin du XIX<sup>e</sup> s, la presse se développe fortement dans un nouveau contexte démocratique. La presse est libre, elle informe, séduit et façonne l'opinion publique.

Son rôle s'accroît à l'occasion de crises qui divisent le pays (affaire Dreyfus) ou lorsque le climat politique se radicalise (années 1930).

Après la 1<sup>o</sup>GM, la presse innove pour reprendre la confiance de ses lecteurs. La photographie s'impose, la radio prend son essor, mais elle est confisquée par le pouvoir (Front populaire 1936).

La 2<sup>o</sup>GM marque une rupture dans les rapports entre médias et opinion : entre censure, propagande et médias clandestins, l'opinion se morcelle et fluctue fortement. En 1945, la presse écrite peine à regagner la confiance des lecteurs et les médias audiovisuels restent très encadrés par l'Etat (RTF, 1949). Les années de Gaulle font de la télévision l'instrument de la communication présidentielle.

Avec la prospérité des Trente Glorieuses se développent de nouveaux médias de masse qui élargissent et fragmentent l'opinion publique. Les médias relaient les mutations de la société et la contestation des pouvoirs en place comme en mai 1968.

La diversification des médias et la volatilité de l'opinion publique nourrissent des interrogations à la fin du XX<sup>e</sup>s.

## **Révisions**

Manuel Hatier pp. 142-143

Manuel Hachette pp. 148-149

Manuel Bordas pp. 112-113 et pp. 140-141 (*le meilleur des trois*)

Frise chrono : manuel Magnard p. 128 ou manuel Belin p. 159

## **Examen**

Epreuve majeure : une composition sur le thème en général

Epreuve mineure : une étude critique de document(s) sur une ou plusieurs partie(s) de la séquence.